

Forum santé démolit le bilan de Pierre-François Unger

*Le Courrier 3 et 4/12/05
Document original A3
(Scanné + ocr +
remise en page)*

SOINS • *La plateforme, constituée de syndicats, de partis de gauche et d'associations, dénonce la stagnation des moyens donnés à la santé, alors que les problèmes sanitaires se sont aggravés. Or, le Conseil d'Etat prévoit de nouvelles coupes.*

CHRISTOPHE KOESSLER

«Si on fait le cumul des baisses de prestations dans le domaine de la santé depuis quatre ans, le bilan *est* lourd», affirme Gilles Godinat, membre de Forum santé. La plateforme, constituée de syndicats, de partis de gauche et d'associations, établissait hier devant la presse son bilan de la législature du chef de la santé Pierre-François Unger. Elle dressait aussi un état des lieux des nouvelles restrictions financières prévues en 2006 dans ce domaine. Histoire de faire pression sur un Conseil d'Etat à majorité de gauche fraîchement élu.

La politique hospitalière, d'abord, subit les foudres de Forum santé. La coupe de 20 millions de francs opérée dans le budget 2004 des Hôpitaux universitaires genevois (HUG) se serait faite au détriment des soins des malades. Ainsi que le non-respect, de 2003 à 2005, de l'accord hospitalier entre les syndicats et les HUG sur le nombre de travailleurs nécessaires à la bonne marche de l'établissement.

Intensification du travail

Le sous-effectif en résultant, particulièrement important *au regard de* l'augmentation de la population aurait de nombreuses conséquences:

«Les examens, les opérations et certains traitements sont concentrés sur quelques jours à un rythme soutenu. Le nombre de places a diminué ces derniers années, ce qui oblige à ajouter parfois des lits

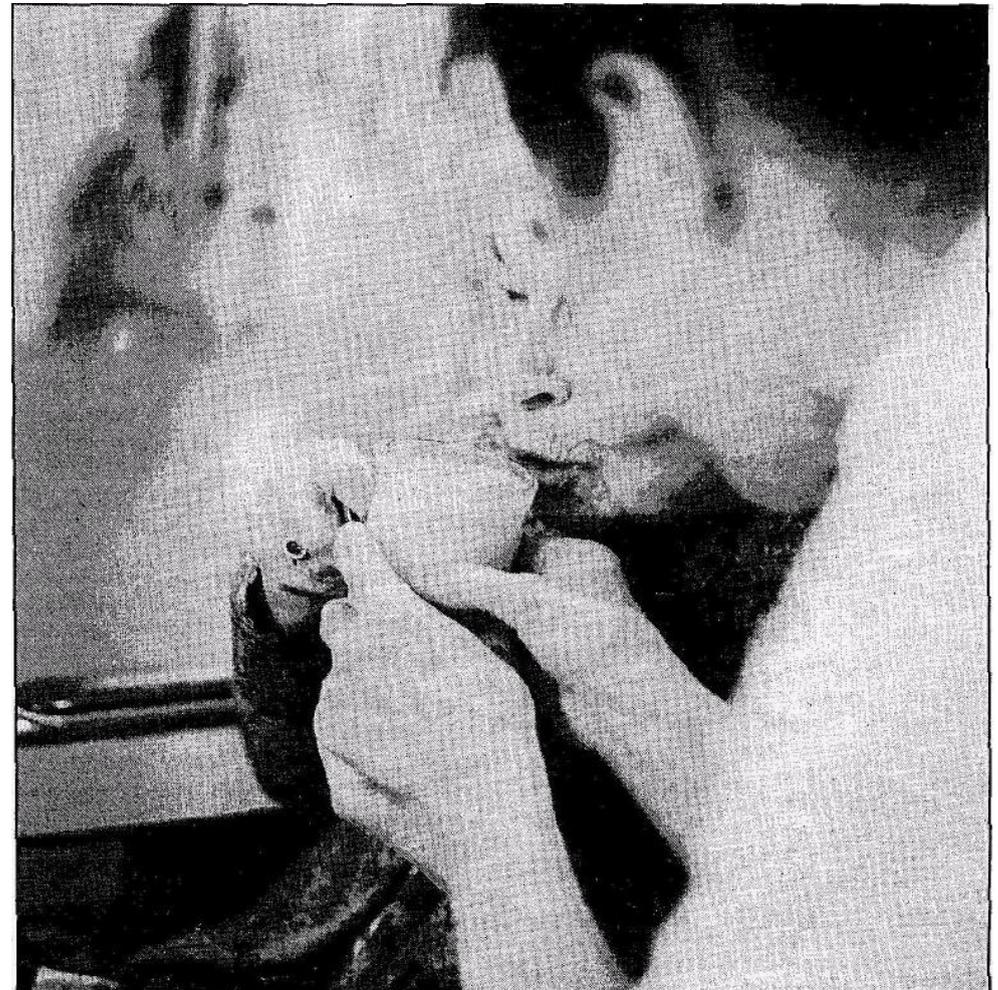
dans les couloirs. Et le travail est plus intense, au détriment de la qualité de la relation avec les patients, voire de la qualité des prestations elles-mêmes», explique Manuela Cattani, du Syndicat interprofessionnels de travailleuses et travailleurs.

Le directeur de l'Hôpital, François Gruson, balaie la critique d'un revers de main:

«C'est faux. Les effectifs ne diminuent pas. Il faut prendre en compte les postes de remplacement, qui sont au nombre de 100, sur les 8500 employés fixes que comprend l'Hôpital. En réalité, l'effectif augmente légèrement. Les pseudo-conséquences décrites sont grandement exagérées.» Quant à la partie de l'accord hospitalier sur l'augmentation des effectifs, M. Gruson n'estime pas avoir les moyens de l'honorer en période de restriction budgétaire, d'autant plus que la légère diminution de l'activité de l'Hôpital ne le justifie plus selon lui. Dans ce contexte, la nouvelle coupe de 26 millions en 2006 (30 selon Forum santé) et la disparition de 35 postes prévus dans le projet budget ne prêteront pas non plus la qualité des soins.

Soins à domicile freinés

Les soins à domicile seraient à peine mieux lotis, selon le Forum santé. Au début des années 1990, il avait été prévu de les développer massivement pour



«La qualité des soins donnés aux personnes âgées vivant en établissements médico-sociaux aura atteint l'an prochain le seuil critique», s'alarme un directeur de maison de retraite. KEYSTONE

réduire le nombre de personnes devant être prises en charges dans les établissements médico-sociaux et à l'Hôpital. Or, la croissance de ces services n'a jamais été aussi importante que prévu. «Aucun plan de développement quadriennal» voté tous les quatre ans au Grand Conseil, n'a été respecté», s'indigne Gilles Godinat. L'année 2006 ne devrait pas faire exception, puisque la subvention prévue par le Conseil d'Etat diminuera de deux millions de francs par rapport à 2005

(sur un budget total de 84 millions), Les EMS devraient connaître le même sort, avec une coupe de 6,4 millions de francs, selon les syndicats (lire ci-dessous).

Mais, pour Jean-Marc Guinchar, directeur de la Direction générale de la santé, stagnation ou diminution des subventions ne riment pas nécessairement avec baisse des prestations, même si la population s'accroît et que les demandes en matière de santé sont plus fortes: et ce, «grâce à la rationalisation

des services, une meilleure utilisation des effectifs et l'abandon de prestations agréables, mais pas indispensables», explique le haut fonctionnaire. I

'Quelques membres du Forum santé: SIT, SSP/VPOD, Alliance de gauche, Parti socialiste genevois, Les Verts, la Coopérative des soins infirmiers, Caritas, Centre social protestant, AVIVO, Pro Mentisana.

Urgences en «cadeau» au secteur privé

Pour régler le problème de la surcharge chronique des Urgences, Pierre-François Unger a imaginé en juillet une alternative originale à l'augmentation des budgets de l'Etat:

mettre les Urgences de l'Hôpital en réseau avec les services correspondants des cliniques privées. Pour Forum santé, cette solution est inacceptable: elle revient à privatiser une partie d'une fonction qui devrait rester

dans le service public. Sous peine d'entraîner une médecine à deux vitesses. Elle constituerait par ailleurs un véritable cadeau à ces cliniques, puisque l'Etat les aiderait à constituer une clientèle et un réseau leur permettant d'emporter des profits. «C'est n'importe quoi, s'emporte François Gruson. C'est la population qui va y gagner. Les cliniques ne peuvent s'enrichir là-dessus», assure-t-il. CKR

Conditions jugées «indignes» en EMS

«La qualité des soins donnés aux personnes âgées vivant en EMS (Etablissements médico-sociaux) aura atteint l'an prochain le seuil critique.» A l'instar du directeur de la maison de retraite des Bruyères, le comité d'initiative «pour une meilleure prise en charge des personnes âgées en EMS» a dénoncé, hier, les coupes budgétaires programmées pour l'exercice 2006. Un coup de gueule qui a fait écho à celui du Forum santé (lire ci-dessus). Selon le comité - regroupant des associations de personnel autour du syndicat Syna -, le chef du Département de l'action sociale et de la santé (DASS), Pierre-François Unger, a trahi sa parole.

«Lorsqu'il a rencontré les syndicats, le 18 novembre dernier, M. Unger a assuré que le taux de couverture des besoins en soins (83,5% en 2005) serait maintenu en 2006. Or, lorsque nous avons pris connaissance quelques jours plus tard des futures dotations en personnel, nous avons calculé une baisse de 2,6%», explique Yves Mugny, secrétaire au syndicat Syna. En fait, précise-t-il, la dotation pour le personnel de soins ne serait réduite que de 0,4%, mais il faut tenir compte de l'augmentation des besoins. Pour différentes raisons liées à la politique du DASS, les retraités entrant en EMS sont toujours plus âgés et plus dépendants. «Depuis 2001, les maisons de retraite sont le premier lieu de mortalité du canton», illustre aussi M. Mugny.

«Nous sommes déjà contraints de rationner les soins, s'insurge Jean-Pierre Lycong, infirmier. Par exemple? «On n'a pas toujours le temps de faire bouger les personnes âgées pour éviter les problèmes d'ankylose.» «Il est plus facile de pousser un pensionnaire dans une chaise roulante que de le faire marcher», ajoute son collègue Perry White.

De même, l'aide-soignante Thérèse Papaux trouve qu'il n'est pas correct de bousculer les rythmes de vie des pensionnaires, notamment les heures de repas, pour des raisons de manque d'effectif. Plus grave, elle témoigne, visiblement affectée, qu'il lui est arrivé de mettre des couches à un pensionnaire parce qu'elle

manquait de temps pour l'accompagner aux toilettes. «C'est honteux. Moi, je peux toujours donner mon congé. Eux non!»

Jean-Marc Guinchar, directeur général de la santé, voit les choses autrement. Selon lui, le comité noircit quelque peu le tableau en jouant sur l'émotion avec des cas anecdotiques. «Ce n'est pas étonnant, Syna cherche à préparer l'opinion en faveur de son initiative et, ainsi, participe aussi au débat sur le budget», interprète M. Guinchar. D'après lui, les conditions de séjour dans les EMS genevois seraient «au moins comparables à celles prévalant dans les autres cantons romands». Il dit par ailleurs ne pas se souvenir que des promesses aient été formulées concernant les

effectifs de l'an prochain. «Certes, dans une situation idéale, les besoins en soins seraient à 100% couverts, conclut-il. Mais il faut tenir compte des contraintes économiques. On demande les mêmes efforts au personnel des EMS qu'aux autres employés de la fonction publique.» PHILIPPE CHEVALIER

'ACAS (aides-soignantes), AGASPA (animateurs), AGIC (infirmiers), AGE (ergothérapeutes)Alter Ego (association contre la maltraitance), AVIVO (défense des retraités), le Parti socialiste et Alliance de gauche.